

PREMIÈRES MESURES DE SELLAL APPLICABLES À PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 2013

L'accès au crédit et l'ouverture de comptes facilités

Abdelmalek Sellal a adressé, jeudi dernier, une instruction à l'ensemble des départements ministériels relevant du secteur économique, à la Banque d'Algérie ainsi qu'à toutes les institutions financières du pays pour que son engagement consistant à simplifier et à débureaucratiser le système bancaire prenne effet à partir du 1^{er} janvier 2013.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous apprend une source sûre. «A la suite de son engagement, lors de la rencontre du jeudi 22 novembre 2012 avec les partenaires économiques et sociaux, le Premier ministre avait chargé un groupe de travail de se pencher sur ce dossier et de lui remettre un rapport dans les meilleurs délais. C'est sur la base des conclusions et des propositions contenues dans ledit rapport qu'il a confectionné cette instruction.» Selon notre source, cette instruction enjoint tous les concernés à lever toutes les entraves bureaucratiques qui plombent notre système bancaire. «Les dossiers pléthoriques, épais et inutiles, c'est fini ! Et cela concerne aussi bien le particulier que les entreprises.» Ainsi, le Premier ministre

somme par exemple l'ensemble des banques à opter pour une procédure «simplifiée et unifiée» s'agissant de l'ouverture d'un compte bancaire par un particulier. «L'on ne demandera plus désormais aux particuliers désirant ouvrir un compte au niveau de n'importe quelle banque ou institution qu'un simple dossier constitué d'un papier d'identité, d'une attestation de résidence et la signature d'un formulaire type, simple et unifié.» L'allégement des «tracasseries bureaucratiques» que Sellal avait publiquement dénoncé le 22 novembre dernier bénéficiera également aux entreprises publiques ou privées. «Pour les entreprises également, la constitution d'un dossier pour une domiciliation auprès d'une banque sera extrêmement simplifiée. L'on ne deman-



Photo : Samir Sid

dera plus à l'entreprise concernée que le strict minimum de documents. Juste ce qu'il faut, comme cela se fait partout ailleurs dans le

monde.» Ce souci de simplifier et de fluidifier le système bancaire algérien a amené le Premier ministre à ordonner également,

dans son instruction de jeudi dernier, les institutions financières de faire montre de la même souplesse s'agissant de l'octroi et de la levée des crédits bancaires au profit des entreprises. «Le dossier sera significativement allégé. Juste ce qu'il faut également. Et les délais de réponse des banques, favorables ou défavorables, réduits à quelques jours seulement. Avec, en plus, motivation signifiée par écrit en cas de refus.»

L'instruction de Sellal insiste par ailleurs de manière particulière, sur l'obligation pour les banques de faciliter l'accès aux crédits d'investissements au profit des PME.

«Car, explique notre source, les lourdeurs et les contraintes bureaucratiques ont fini par installer les uns et les autres dans une situation des plus cocasses : l'argent existe à profusion, mais l'investissement n'est pas financé ! Ce n'est pas normal». Il était vraiment temps de faire sauter ce verrou qui a pratiquement mis à l'arrêt toute l'économie nationale.

K. A.

MOUVEMENT DES AVOCATS

Le dialogue avec la tutelle relancé

Les discussions seront relancées la semaine prochaine entre les avocats qui avaient entamé un mouvement de grève, et leur tutelle. A l'ordre du jour, plusieurs dossiers notamment leur statut particulier.

La prochaine rencontre de la commission mixte «ministère de la Justice-Représentants des avocats» va étudier plusieurs questions notamment le statut particulier de l'avocat. C'est ce qu'a indiqué le ministre de la Justice, garde des Sceaux hier, en marge du Salon de la mémoire et des réalisations de la Justice, tenu au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. Selon Mohamed Charfi, les discussions seront reprises pour décider de ce qui doit être proposé à l'APN au cours de ce mois.

«Les avocats ont exprimé un avis et leurs revendications s'inscrivent au cœur des réformes de la Justice», dit-il. Pour le Garde des sceaux, les revendications des avocats sont aussi celles des réformes du secteur. Il rappelle ainsi les recommandations du président de la République qui insistent sur «l'émergence d'une entité syndicale des avocats autonomes».

A une question relative à une éventuelle révision de certains articles, le premier responsable de la Justice affirme qu'il n'y a aucun «tabou». «Nous sommes entrain d'étudier le contenu de cette loi à l'effet de mettre à niveau des réformes judiciaires», reconnaissant en quelque sorte, le bien fondé des revendications des avocats.

D'ailleurs, il qualifie le dialogue entre la tutelle et les représentants des avocats de «dialogue modèle», en termes de sens de responsabilité et de transparence.

Coincitant avec la Journée mondiale de lutte contre la corruption, le Salon de la mémoire et des réalisations de la Justice a été également l'occasion pour le ministre, de réaffirmer la détermination des pouvoirs publics à combattre ce fléau. «Nous nous attelons à renforcer les lois pour lutter efficacement contre ce fléau avec soin pris de protéger les dénonciateurs, les témoins et les victimes, et empêcher quiconque de profiter de l'argent public», a-t-il précisé.

Rym Nasri

LE SG DU FLN SAISIT BOUTEFLIKA ET SELLAL

Belkhadem - Ould Kablia : le bras de fer

Panique au Front de libération nationale ! A la suite d'une circulaire du ministre de l'Intérieur, envoyée mercredi dernier aux walis pour expliquer les modalités d'élection des présidents des assemblées communales et de wilaya, Abdelaziz Belkhadem a convoqué, vendredi soir, dans l'urgence, une réunion du bureau politique du FLN.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Au cours de cette réunion extraordinaire, il a été décidé, selon une source sûre au parti, «de tout faire pour rendre caduque cette circulaire». D'ailleurs, dès le lendemain samedi, Abdelaziz Belkhadem a saisi, par correspondance, Abdelaziz Bouteflika et le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, pour protester contre Ould Kablia. Dans sa circulaire, le ministre de l'Intérieur précise, à l'endroit des walis, l'esprit de l'article 80 de la nouvelle loi organique portant code électoral, seule base légale à laquelle l'on doit se référer pour fixer les modalités d'élection des présidents des assemblées. Cet article stipule clairement que le candidat à l'élec-

tion du président de l'Assemblée populaire communale est présenté sur «la liste ayant obtenu la majorité absolue des sièges. Si aucune liste n'a obtenu la majorité absolue des sièges, les listes ayant obtenu 35% au moins des sièges peuvent présenter un candidat. Si aucune liste n'a obtenu 35% au moins des sièges, toutes les listes peuvent présenter un candidat. L'élection a lieu à bulletins secrets et déclare président de l'Assemblée populaire communale le candidat ayant obtenu la majorité absolue des voix. Si aucun des candidats classés premier et deuxième n'a obtenu la majorité absolue des voix, un deuxième tour est organisé dans les quarante-huit heures qui suivent et est déclaré élu le candidat ayant obtenu la majorité des voix». Dans sa circulaire explicative, le ministre de l'Intérieur précise qu'il s'agit bel et bien de la majorité absolue, c'est-à-dire 50% plus une voix, et non pas de majorité relative. C'est ce qui irrite Belkhadem qui, lui, insiste sur la majorité relative. De même que sur le fait que seul le candidat d'une liste arrivée en tête à l'issue des élections du 29 novembre dernier puisse avoir le droit de se présenter au poste de président de l'assemblée. Or, cette lecture que veut Belkhadem bute sur un solide argumentaire du ministère de l'Intérieur. «L'élection du 29 novembre, c'est celle

qui désigne des élus. Dès lors, ces mêmes élus sont porteurs de mandats et donc fondés à représenter la population pour l'élection du président de l'APC ou de l'APW. Quand une liste obtient 35% des suffrages, cela veut dire en effet que la majorité est dans les 65% détenus par les autres listes. D'où la nécessité d'un second tour ouvert à toutes les candidatures car ce serait une aberration qu'un président d'APC soit élu contre la majorité des élus, et donc de la population.» C'est du reste dans cet esprit que cet article, le 80, avait été introduit en plein Conseil des ministres par Bouteflika en personne lorsqu'il a été question de réviser la loi organique portant code électoral, en 2011. «En fait, c'était pour rattraper l'amendement controversé que le FLN avait introduit, via l'APN, dans la loi portant code communal. Ce que n'ignore, bien sûr, pas Belkhadem qui était, alors, ministre d'Etat.» Il faut dire que si c'était l'article 65 en question du code communal ou alors le principe de la majorité simple qui avait été adopté comme modalité d'élection, le FLN aurait pu s'adjudger effectivement plus de mille APC. Ce n'est plus le cas et il ne pourra plus prétendre désormais au contrôle qu'à un nombre plus modeste, allant de 400 à 500 APC.

K. A.

PRATICIENS DE LA SANTE PUBLIQUE

Grève nationale le 18 décembre

Le secteur de la santé s'apprête à connaître une fin d'année fortement agitée. Après les paramédicaux qui ont décidé d'une grève de trois jours à partir du 24 décembre, les praticiens de la santé publique les rejoignent au front de la contestation pour un arrêt de travail d'une journée, le 19 du mois en cours.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - C'est là l'une des résolutions du conseil national du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), réuni depuis jeudi dernier en session ouverte. Un retour à la contestation rendu inévitable, expliquait, hier, le président du syndicat, lors d'une conférence de presse, pour qui la grève constituait l'ultime opportunité pour se faire entendre auprès d'une tutelle qui reste de marbre aux sollicitations d'une entrevue. La toute dernière en date, après celles des 21 octobre et 28 novembre écoulés, remonte à ce dimanche même.

Cette journée nationale de grève constitue juste une alerte, poursuit Lyès Merabet, «à l'effet d'amener la tutelle à la table des négociations. Autrement

dit, le SNPSP pourrait surseoir à ce mot d'ordre si le ministre concédait, entre-temps, à s'entretenir». Parallèlement à cette grève d'une journée, les praticiens de la santé publique solliciteront le tribunal administratif pour contraindre, selon Merabet, la tutelle à honorer ses engagements, notamment l'application des articles 19 et 25 du statut particulier permettant, entre autres, l'accès automatique au grade de «principal», l'accès au grade de praticien «en chef» pour les praticiens médicaux généralistes ayant 15 ans d'ancienneté au 31 décembre 2010 et l'accès au titre de docteur en médecine dentaire et en pharmacie pour l'ensemble des chirurgiens-dentistes et pharmaciens en exercice. Et pas que cette revendication d'ordre socioprofessionnel que les praticiens de la santé publique ont consignée dans leur plateforme de revendications dont la prise en charge par la tutelle est jugée au point mort. Cette dernière comporte également la nécessité de l'amendement du décret exécutif n°393/09 du 24 novembre 2009 portant statut du praticien généraliste de santé publique, conformément au projet de statut négocié et ratifié en commission mixte (ministère de la Santé-SNPSP) le 15 mars 2011, la promulgation du régime indemnitaire général (prime de garde et indemnité de risque de contagion), l'octroi, régulièrement, au profit des pra-

ticiens généralistes de santé publique de quotas de logements de fonction non cessibles dans les wilayas de l'intérieur du pays, du sud, voire même dans certaines régions enclavées du nord, à l'instar des autres corps de la Fonction publique, et la levée de toutes les situations d'entrave au libre exercice du droit syndical.

Les praticiens de la santé publique ne se limitent pas dans leur processus revendicatif à l'aspect exclusivement socioprofessionnel puisqu'ils tiennent à interpellier leur tutelle quant à la situation lamentable du système de santé. Un système que Merabet n'a pas hésité à qualifier de pervers, fonctionnant au jour le jour, en raison d'une instabilité chronique au niveau de l'encadrement». Pour le patron du SNPSP, le secteur de la santé souffre d'une multitude de problèmes, qui va du manque de médicaments, à la prise en charge des cancéreux et des malades chroniques en passant par l'insécurité qui va crescendo. Autant de contraintes qui déteignent inévitablement sur la prise en charge du malade.

Aussi, le SNPSP est en concertation avec d'autres entités syndicales du secteur en vue d'une action commune, sous forme de sit-in et de rassemblements.

M. K.